

## "L'Autriche ressuscitée sera neutre" dans Le Monde (12 mai 1985)

**Légende:** Évoquant le trentième anniversaire du traité d'État autrichien signé le 15 mai 1955 à Vienne par les représentants de l'Union soviétique, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Autriche, le quotidien français Le Monde retrace les événements ayant conduit à la neutralité de l'Autriche.

**Source:** Le Monde. dir. de publ. Fontaine, André ; RRéd. Chef Vernet, Daniel. 12.05.1985, n° 12 529. Paris: Le Monde. "L'Autriche ressuscitée sera neutre", auteur:Schreiber, Thomas , p. 2.

**Copyright:** (c) Le Monde

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/l\\_autriche\\_ressuscitee\\_sera\\_neutre\\_dans\\_le\\_monde\\_12\\_mai\\_1985-fr-b3f59cc0-f7c0-4c41-b3bb-790636050175.html](http://www.cvce.eu/obj/l_autriche_ressuscitee_sera_neutre_dans_le_monde_12_mai_1985-fr-b3f59cc0-f7c0-4c41-b3bb-790636050175.html)

**Date de dernière mise à jour:** 02/07/2015

## Il y a trente ans, le traité d'État

### L'Autriche ressuscitée sera neutre

Il y a trente ans, le 15 mai 1955, des centaines de milliers de Viennois chantent et dansent dans les rues illuminées de la capitale autrichienne pour fêter la signature du traité d'État. MM. Pinay, Macmillan, Dulles et Molotov, ministres français, britannique, américain et soviétique des affaires étrangères, se sont rencontrés quelques heures plus tôt près de la place Staline, où s'élève l'imposant monument à la gloire de l'armée rouge. Au palais du Belvédère, l'un des joyaux de l'architecture baroque restauré, ils ont paraphé le traité historique, composé d'un préambule, de neuf parties avec trente-huit articles, deux annexes et cinq listes...

Après dix-sept ans de période trouble, l'Autriche est à nouveau un pays indépendant et souverain. Pour arriver à ce résultat, rien n'a été simple.

Le 12 mars 1938, jour de l'Anschluss, beaucoup de citoyens de la capitale autrichienne accueillent les unités de la Wehrmacht avec des fleurs. Un mois plus tard, la majorité écrasante de la population plébiscite le « retour » au IIIe Reich, dont le chancelier, Adolf Hitler, est un natif du pays : il est né à Braunau, près de Linz.

Pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale, la situation juridique du pays est ambiguë. L'État autrichien, inexistant, ne peut être en conflit avec quiconque, les conscrits des sept provinces de l'« Ostmark » (marche de l'Est, nouvelle appellation du territoire incorporé à l'Allemagne) sont répartis individuellement dans les différentes unités de la Wehrmacht et des SS ; ils participent, bon gré mal gré, aux combats sur tous les fronts. Alors que la majorité de la population n'est pas nazie, 532 000 « ex-Autrichiens » adhèrent au Parti national-socialiste. Les plus fanatiques figurent parmi les tortionnaires tristement célèbres des camps de concentration et les officiers responsables du massacre des populations des territoires occupés. A l'opposé, des démocrates autrichiens dispersés à travers le monde animent des mouvements de résistance, sans parvenir à la constitution d'un gouvernement en exil à l'instar des Norvégiens, des Belges ou des Hollandais. D'autres organisent, en Autriche même, de petits groupes clandestins pour combattre Hitler.

Relativement épargné au début des hostilités, le territoire autrichien subit à partir de la fin de l'année 1944 les bombardements alliés.

### **Libérés ou vaincus ?**

Le front s'approche au printemps de 1945 : les Soviétiques à l'est, les Britanniques au sud, les Américains et les Français à l'ouest, pénètrent dans le pays. Hitler croit encore possible la création d'un « *réduit alpin* » au Tyrol, mais les attaques conjuguées des armées alliées mettent rapidement fin à ses rêves.

La guerre se terminera au mois de mai : à ce moment, combien de citoyens de Vienne, de Graz, de Salzbourg, de Linz ou d'Innsbruck se considéreront comme des Autrichiens libérés plutôt que comme des Allemands vaincus ?

Le 1er novembre 1943, les ministres britannique, américain et soviétique des affaires étrangères réunis à Moscou laissent entrevoir le rétablissement d'un État autrichien, tout en évoquant en même temps une « *certaine coresponsabilité des Alliés* ».

La plupart des habitants du pays s'interrogent sur leur avenir. Les uns espèrent le retour pur et simple à l'Autriche d'avant l'Anschluss. D'autres, apparemment encouragés par certains milieux britanniques, mûrissent un plan de réunion de l'Autriche, de la Hongrie et de l'Allemagne méridionale en une monarchie danubienne. Les Soviétiques bien sûr – mais aussi les Français – sont résolument hostiles à l'idée. Dans une lettre adressée au chancelier autrichien Karl Renner, Staline lui-même prend position en faveur de « *l'indépendance et l'intégrité* » du pays.

Pour le moment, les quatre vainqueurs fixent les limites de leurs zones d'occupation respectives : les Français s'installent au Vorarlberg et dans la partie occidentale du Tyrol ; les Britanniques au Tyrol occidental, en Carinthie et en Styrie ; la zone américaine comprend la région de Salzbourg et la Haute-Autriche. Quant au reste du pays, le Burgenland, en Basse-Autriche, passe sous contrôle soviétique. Les arrondissements de Vienne sont partagés ; le centre de la capitale sera administré alternativement par les Français, les Britanniques, les Américains et les Soviétiques.

### « Le Troisième Homme »

Grâce au chef-d'œuvre d'Orson Welles, on gardera longtemps l'image de cette Vienne du *Troisième Homme*, avec ses égouts, ses enlèvements mystérieux, ses espions et contre-espions et ses trafiquants. Sans oublier les soldats appartenant à quatre nationalités différentes, qui patrouillent à bord de la même jeep autour de la cathédrale Saint-Etienne.

Les habitants de Vienne ont encore faim, vivent dans l'insécurité, mais accueillent fraternellement des réfugiés fuyant chaque nuit les pays de l'Est voisins au risque de leur vie, pour échapper à des régimes qui éliminent toutes les forces non communistes.

Les Autrichiens, malgré les privations et les angoisses, « redécouvrent » leur identité nationale mais aussi la démocratie, que protègent, paradoxalement, les 352 000 soldats étrangers stationnés sur le territoire.

Les puissances occupantes encouragent la création et le fonctionnement des trois grands partis. Plusieurs dirigeants du Parti populaire (OeVP), de tradition chrétienne-sociale auquel appartient Leopold Figl, ont passé les années de guerre dans des camps de concentration. Le Parti socialiste (SPOe), de vieille tradition, groupe également de nombreux démocrates antifascistes, parmi lesquels des personnalités revenues d'exil, comme le futur chancelier Bruno Kreisky. Le troisième parti est celui des communistes, soutenus par les Soviétiques. Leurs représentants sont presque aussi nombreux au sein du premier gouvernement provisoire que ceux des deux autres formations ; d'où le mécontentement des Occidentaux. Ils font des réserves sur le rôle trop important du PC, qui contrôle notamment le ministère de l'intérieur.

### Discussions interminables

Le 25 novembre 1945, sans que se produise le moindre incident, 94 % des électeurs inscrits (3 200 000 personnes) se prononcent à une majorité écrasante en faveur des candidats de l'OeVP ou du SPOe, alors que les voix communistes ne dépassent pas 5 %. Les « protégés » des Soviétiques sont marginalisés, et, en novembre 1947, passent à l'opposition. Ils garderont une certaine influence en zone russe, où éclateront périodiquement des grèves.

Le nouveau gouvernement décide l'étatisation des grandes banques et des industries clés. Les difficultés restent considérables : aux destructions de la guerre s'ajoute le démantèlement d'une partie importante de l'équipement industriel transporté en URSS par l'armée rouge. Près de cinq cents entreprises – parmi lesquelles les biens allemands saisis – sont directement « gérées » par les Soviétiques.

De vives protestations de Moscou et de ses partisans n'empêchent pas l'adhésion de l'Autriche au plan Marshall, qui contribue à son redressement rapide.

Pendant ce temps se poursuivent des discussions interminables pour fixer le statut juridique international de la future République autrichienne. Déjà, en décembre 1946, les ministres des affaires étrangères des Quatre parlent d'une « prochaine » élaboration du traité d'Etat. Trois ans plus tard, on apprend le « lâchage » par l'Union soviétique des revendications territoriales yougoslaves sur une partie de la Carinthie avec sa minorité d'origine slovène.

C'est le début de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest et aussi la rupture Staline-Tito. Dans les notes diplomatiques échangées au sujet de l'Autriche, Moscou et Belgrade se traitent de « fascistes fieffés » ou

d'« auteurs de ragots et d'allégations calomnieuses »... sans faire avancer le dossier.

En décembre 1952, l'Assemblée générale des Nations unies lance un appel aux pays concernés, invités à mettre fin à l'occupation.

Après la mort de Staline en mars 1953, la position soviétique semble évoluer. En été de la même année se répandent des bruits concernant une « neutralisation » possible de l'Autriche. Des marchandages diplomatiques continuent, et pas seulement dans le cadre des Nations unies.

Lors de la conférence de Berlin réunie en janvier 1954, le ministre soviétique des affaires étrangères Molotov, se montre intéressé par la conclusion d'un traité. Toutefois, il pose une série de conditions *a priori* inacceptables pour ses collègues occidentaux. En fait, des deux côtés, on commence à peser les avantages et les inconvénients d'une « neutralisation ».

### « La glace bouge »

Pour des raisons stratégiques, les Américains et plusieurs de leurs alliés de l'OTAN se montrent peu enthousiastes à l'idée d'un départ des militaires appartenant aux pays de l'alliance atlantique. « Une évacuation, affirment-ils – signifierait la séparation entre l'Allemagne et la partie sud du continent européen, en raison de la ceinture neutre créée par la Suisse et l'Autriche. » D'où un « vide stratégique » qui inquiète les états-majors.

Quant aux Soviétiques, eux aussi partagés : ils n'ont pas pour habitude d'abandonner un territoire déjà conquis. Or la Basse-Autriche est sous leur contrôle. Quoiqu'il en soit, les négociations sont relancées ; Moscou propose l'établissement de plusieurs bases permanentes pour des contingents militaires.

Mais les dirigeants autrichiens – le chancelier Julius Raab et l'un de ses plus proches collaborateurs, Bruno Kreisky, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, en particulier – tiennent tête aux successeurs de Staline. Grâce à des concessions réciproques, la visite de la délégation gouvernementale en avril 1955 à Moscou se termine sur un accord. Auparavant, les problèmes politiques et économiques avec les Occidentaux ont trouvé des solutions.

La 374<sup>e</sup> réunion interalliée sur le traité d'Etat sera la dernière: c'est l'adoption du document final. Quelques jours après la signature, le Conseil national autrichien vote à l'unanimité la « neutralité éternelle » du pays. Dans un éditorial, le *Manchester Guardian* écrit : « Il n'y a pas de doute, la glace bouge en Europe, quoique l'hiver ne soit peut-être pas encore fini. Le dégel se sent dans le traité autrichien et les nouvelles propositions soviétiques de désarmement. »

Le 19 décembre 1955 à l'aube, le dernier soldat étranger, de nationalité soviétique, quitte le pays. L'Autriche est enfin libre. Mais les Russes ne sont pas loin.

En effet, le jour même de la signature du traité d'Etat, les dirigeants des pays socialistes réunis dans la capitale polonaise, à quelques centaines de kilomètres de Vienne en liesse, décident la création du pacte de Varsovie...

Thomas Schreiber.